



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

15 MAI 2025

mettant en demeure la société TSCHOEPPE INDUSTRIE
dont l'exploitation se situe parc d'activités du Ried, 2 rue Lavoisier, 67720 Hoerdts
de respecter les dispositions relatives à l'aménagement et à l'exploitation
de ses installations classées

AIOT N° 0006703902

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2007 portant autorisation des installations de production de portails et de fermetures en aluminium par la société TSCHOEPPE INDUSTRIE à Hoerdts ;
- VU** le rapport de la visite du 27 mars 2025 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est ;

CONSIDÉRANT que lors de cette visite, l'inspection a constaté les non-conformités suivantes ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé, la société TSCHOEPPE INDUSTRIE n'a jamais procédé à la télédéclaration annuelle des émissions polluantes prévue à l'article 4 de ce même arrêté ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2007, la société TSCHOEPPE INDUSTRIE, stocke des récipients contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sans qu'ils soient associés à une capacité de rétention à même le sol de l'usine, sans dispositif de rétention ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 :

La société TSCHOEPPE INDUSTRIE, dont le siège social se situe 9 rue de Wintzenbach Niederroedern (67470), pour le site qu'elle exploite parc d'activité du Ried, 2 rue Lavoisier à Hoerdtd (67720), est mise en demeure de respecter, dans un délai de deux mois, les prescriptions rappelées ci-après :

de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2007 susvisé :

- article 9.2.2 : « *Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. » ;

de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé :

- article 6 : « *La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement.* ».

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure de respecter des prescriptions techniques, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

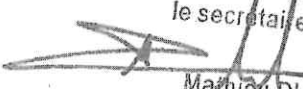
La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TSCHOEPPE INDUSTRIE, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Hoerdtd.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Mathieu DUHAMEL